

MESSAGE N° 64 31 mars 2008
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi adaptant
la loi sur la mensuration officielle à la réforme
de la péréquation financière et de la répartition
des tâches entre la Confédération et les cantons

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi adaptant la loi sur la mensuration officielle (LMO) à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT).

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), dont la mise en vigueur a eu lieu le 1^{er} janvier 2008, a des incidences directes dans le domaine de la mensuration officielle. Ce domaine reste, après l'introduction de la RPT, une tâche menée de façon conjointe entre la Confédération et les cantons. Il subit cependant d'importantes modifications sous l'angle de la participation financière fédérale dont les modalités sont fixées dans l'Ordonnance de l'Assemblée fédérale sur le financement de la mensuration officielle (OFMO), du 6 octobre 2006, également entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

La mensuration officielle fait par ailleurs l'objet de nouvelles dispositions légales fédérales, contenues en particulier dans la loi du 5 octobre 2007 sur la géoinformation (LGéo). Ces dispositions, élaborées en dehors de la RPT, nécessiteront également certaines modifications de la loi cantonale du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO), qui feront l'objet d'un message ultérieur du Conseil d'Etat.

La mensuration officielle comprend pour l'essentiel trois volets:

1. La *nouvelle mensuration* parcellaire (également appelée premier relevé) consiste à saisir les éléments de la mensuration officielle dans les régions dépourvues d'une mensuration officielle approuvée définitivement (cf. art. 18 al. 1 de l'Ordonnance fédérale sur la mensuration officielle, du 18 novembre 1992; OMO); elle est régie spécialement, au niveau cantonal, par les articles 39ss LMO.
2. Les *renouvellements* consistent à modifier les éléments d'une mensuration officielle approuvée définitivement pour les adapter aux exigences des nouvelles dispositions fédérales (cf. art. 18 al. 2 OMO); elle est régie spécialement, au niveau cantonal, par les articles 102 à 104 LMO.
3. La *conservation* (ou mise à jour) consiste à adapter les éléments de la mensuration officielle lorsque les conditions juridiques ou réelles ont changé (art. 18 al. 3 OMO); elle est régie spécialement, au niveau cantonal, par les articles 76ss LMO.

La Confédération et les cantons assument en commun le financement de la mensuration officielle (art. 38 al. 1 LGéo). La Confédération subventionne les travaux de nouvelle mensuration parcellaire; les autres frais liés à cette tâche (cf. art. 38 al. 3 LGéo) sont supportés par tiers (sous réserve des frais administratifs) par l'Etat, les communes et les propriétaires concernés (art. 72 al. 2 LMO). Avant l'entrée en vigueur de la RPT, la participation fédérale s'élevait en moyenne à 75% des frais (en variant

entre 60 et 90% selon les zones concernées). Après cette date, elle est réduite à 30%, étant entendu que la différence de 45% entre en ligne de compte dans le calcul de la dotation globale du fonds de péréquation des ressources. La Confédération participe également aux frais des renouvellements dont la participation fédérale est également modifiée à la faveur de l'entrée en vigueur de la RPT.

La modification proposée ne concerne que la participation cantonale aux frais de la *nouvelle mensuration*. Pour l'essentiel, elle tend à permettre *d'achever les travaux sur une base financière comparable à l'ancienne*, pour les communes et les propriétaires concernés. Il convient de tenir compte à ce propos des éléments suivants:

1. La nouvelle mensuration parcellaire a pour but principal de servir à l'établissement du registre foncier fédéral et doit être réalisée sur l'intégralité du territoire de la Confédération. Depuis la mise en vigueur de l'OMO, le 1^{er} janvier 1993, elle doit aussi servir de base à la constitution de systèmes d'informations du territoire. En janvier 1993, seule une fraction de 40% du territoire cantonal avait fait l'objet d'une telle procédure. Depuis lors, le programme des mensurations s'est fortement accéléré pour répondre aux besoins de données numériques prévus par l'OMO, soit en numérisant ce qui avait déjà fait l'objet d'une nouvelle mensuration, soit en mesurant ce qui devait encore l'être. En 2002, le Conseil d'Etat a adopté (ACE N° 538 du 5 mars 2002) un programme général de 56 millions de francs, dont 39 millions d'indemnités fédérales, pour *achever la couverture territoriale* avec des engagements prévus jusqu'à fin 2007 et une fin des travaux environ 5 à 6 ans plus tard.
2. Sur cette base, et à la faveur de la refonte de la LMO, notre canton a pris toutes les dispositions pour terminer le programme des mensurations selon l'ancien régime financier. Cet objectif aurait pu être atteint si la Confédération n'avait pas, au titre de mesure transitoire prise dans le cadre de la RPT, imposé en mai 2006 un moratoire sur les contrats en 2007. En l'état, les communes qui sont touchées par la nouvelle participation fédérale résultant de la RPT, ne sont qu'au *nombre de 14*; elles sont indiquées dans l'annexe au présent rapport, qui inclut de plus la forêt de Galm. Le montant global des travaux à réaliser s'élève à environ 9,5 millions de francs.
3. Il est indispensable d'achever ces travaux dans les délais fixés, notamment pour répondre aux exigences de l'OMO et au programme arrêté par le Conseil d'Etat. De cette façon, la construction de «l'infrastructure» de la mensuration cantonale sera achevée; les travaux à venir ne concerneront plus que son «entretien». Cet achèvement suppose cependant une participation financière spéciale du canton, correspondant au montant dont celui-ci est privé en raison de la RPT (subvention directe) et surtout du moratoire qui en a avancé l'échéance.

Un engagement particulier de l'Etat est également justifié sous l'angle de l'*égalité de traitement* entre les communes qui ont bénéficié de la participation financière fédérale ancienne et celles qui seraient prétéritées par la nouvelle RPT; un tel désavantage toucherait également les propriétaires touchés par cette mesure.

La mensuration officielle constituant une tâche conjointe de la Confédération (qui en a la conduite stratégique)

et des cantons (qui assument une responsabilité opérationnelle), elle fait l'objet de *conventions-programmes* (cf. art. 31 al. 2 LGéo). L'article 14 LMO doit être adapté en conséquence.

La loi sur la géoinformation, assortie de nombreuses ordonnances d'exécution, exercera également une influence directe sur la législation cantonale sur la mensuration officielle, qui devra être adaptée dans les trois ans à compter de son entrée en vigueur (cf. art. 46 al. 4). Cette adaptation aura lieu sur la base d'un Message ultérieur du Conseil d'Etat.

2. INCIDENCES FINANCIÈRES

Le projet implique une participation financière spéciale de l'Etat visant à compenser la perte d'indemnité fédérale engendrée par la RPT. Comme l'indique le tableau annexé, cette compensation atteint au total un montant d'environ 4,15 millions de francs (4,848 millions au lieu de 0,7 million). Elle bénéficie directement aux communes n'ayant pas encore fait l'objet d'une nouvelle mensuration parcellaire et aux propriétaires concernés à hauteur de 2,75 millions de francs.

L'importance des montants en jeu doit être relativisée au regard de la valeur de reconstitution du cadastre fribourgeois (une estimation de 1993 des investissements totaux depuis 1912 indique environ 180 millions). Il convient également de tenir compte du fait qu'il s'agit en quelque sorte d'un «solde de tout compte» pour les travaux de premiers relevés qui ont débuté il y a près d'un siècle.

Les montants nécessaires au financement de la compensation proposée ont été intégrés au budget 2008 et au plan financier de législature 2007–2011. Aucun crédit supplémentaire au sens de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat n'est dès lors nécessaire pour financer les travaux en question.

3. CONSÉQUENCES DIVERSES DU PROJET

3.1 Conséquences en personnel

Le projet de loi qui vous est soumis n'a pas de conséquences en termes de personnel. Il n'exige ni engagements supplémentaires ni suppressions de postes.

3.2 Conséquences sur la répartition des tâches Etat–communes

Le projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il a pour but d'assurer que les communes devant encore faire l'objet d'une première nouvelle mensuration parcellaire soient traitées selon des conditions identiques à celles qui ont été appliquées aux communes jusqu'ici.

3.3 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Le projet de loi qui vous est soumis est conforme à la constitution cantonale et au droit fédéral. Il ne pose pas de problème en matière d'eurocompatibilité.

3.4 Soumission au référendum

Le projet de loi ne remplit pas les conditions fixées aux articles 45 let. b et 46 let. b de la Constitution cantonale pour une soumission au référendum financier. Il est par contre soumis au référendum législatif.

4. COMMENTAIRES PAR ARTICLES MODIFIÉS

Art. 14: Plan de mise en œuvre (anciennement «Programme général»)

Sur le fond, il y a très peu de changement, mais formellement, la teneur a été adaptée en raison de l'introduction des conventions-programmes (art. 31 al. 2 LGéo et art. 6a de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA)). On parle par ailleurs de plan de mise en œuvre plutôt que de programme; cette terminologie correspond à celle utilisée par la Direction fédérale des mensurations cadastrales.

Art. 108a: Premiers relevés et numérisations préalables encore nécessaires

Cette disposition transitoire, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2011 au plus tard, laisse la possibilité d'exécuter les travaux aux mêmes conditions financières que pour tout le reste du territoire cantonal. Les communes concernées sont celles citées dans l'annexe au présent message. Les montants exacts seront calculés sur la base des mises en soumission. Les taux d'indemnisation de la Confédération étaient, jusqu'à fin 2007, de 60% en zone de contribution I (zone à bâtir légalisée ou bâtie), de 75% en zone II (zone agricole en plaine) et de 90% en zone de montagne. Après déduction des propres frais du canton et de la commune, tels que la mise au point du statut des domaines publics ou l'attribution des adresses, les frais restants sont, en vertu de l'article 72, répartis à parts égales entre les propriétaires, la commune et l'Etat qui fait par ailleurs l'avance des frais.

Les modifications des taux de participation fédérale peuvent se résumer sur la base du tableau suivant:

Type de travaux	Taux d'indemnité fédérale avant RPT			Taux d'indemnité dès la mise en œuvre de la RPT		
	ZC I	ZC II	ZC III	ZC I	ZC II	ZC III
Zone de contribution ->						
Premier relevé	60	75	90	15	30	45
Numérisation Provisoire	25	25	25	0	0	0
Renouvellement	30	35	55	15	20	35
2 ^e mensuration	0	55	55	0	25	25
Mise à jour périodique	25	25	25	60	60	60

La modification proposée ne concerne que la participation cantonale pour les travaux nécessaires en vue d'achever le programme de cadastration adopté en 2002. Seule la première ligne du tableau est donc concernée. De cette manière, les effets du moratoire de la Confédération seront corrigés et toutes les communes, ainsi que les propriétaires, seront sur pied d'égalité.

Comme une entreprise comprend en règle générale des territoires sur plusieurs zones de contributions, la parti-

icipation cantonale doit donc être exprimée comme étant 1/3 du reste (au sens de l'art. 72 al. 2), plus 45% des montants subventionnés au plan fédéral.

5. CONCLUSION

En conclusion, le Conseil d'Etat vous invite à adopter ce projet de loi adaptant la loi sur la mensuration officielle à la RPT.

Annexe: liste exhaustive des travaux de mensuration parcellaire dont la participation financière de la Confédération est affectée par la réforme de la péréquation financière (RPT).

Annexe

Liste exhaustive des travaux de mensuration parcellaire dont la participation financière de la Confédération est affectée par la réforme de la péréquation financière (RPT).

Communes	Estimation du coût total Milliers de francs	Répartition des coûts											
		Avant RPT				Après RPT				Après RPT + adaptation LMO			
		Conf.	Etat	Cnes.	Propr.	Conf.	Etat	Cnes.	Propr.	Conf.	Etat	Cnes.	Propr.
		Milliers de francs				Milliers de francs				Milliers de francs			
Contrats déjà signés en 2006, solde à financer													
Torny ; La Folliaz ; Wallenried	294.0	211.3	27.6	27.6	27.6	79.0	71.7	71.7	71.7	79.0	159.9	27.6	27.6
Remaniements en cours													
Misery – Courtion (<i>adjudgé</i>)	1092.2	736.2	125.8	125.8	104.4	281.6	278.8	278.9	252.9	281.6	580.3	125.8	104.4
Chapelle (Broye) (<i>adjudgé</i>)	174.2	118.4	18.6	18.6	18.6	45.5	42.9	42.9	42.9	45.5	91.5	18.6	18.6
Villarvolard	570.0	456.0	38.0	38.0	38.0	199.5	123.5	123.5	123.5	199.5	294.5	38.0	38.0
Avant-projets en cours													
Châtel-sur-Montsalvens	400.0	320.0	26.7	26.7	26.7	140.0	86.7	86.7	86.7	140.0	206.7	26.7	26.7
Haut-Intyamon ***	1900.0	1617.6	94.2	94.2	94.1	762.6	379.2	379.2	379.1	762.6	949.2	94.2	94.1
Plaffeien ***	600.0	540.0	20.0	20.0	20.0	270.0	110.0	110.0	110.0	270.0	290.0	20.0	20.0
A mettre en œuvre													
Botterens (Villarbeney)	350.0	287.0	21.0	21.0	21.0	129.5	73.5	73.5	73.5	129.5	178.5	21.0	21.0
Charmey (<i>contacts pris</i>) ***	900.0	782.9	44.4	44.4	28.3	392.4	176.0	175.9	155.8	392.4	435.0	44.4	28.3
Jaun (<i>contacts pris</i>) ***	1000.0	857.2	50.1	50.1	42.7	414.2	198.5	198.5	188.9	414.2	493.1	50.1	42.7
Staatswald Galm (SCG)	50.0	37.5	12.5			15.0	35.0			15.0	35.0		
A mettre à niveau pour les besoins du RF (partiellement réalisé)													
Chapelle (Glâne)	220.0	154.0	22.0	22.0	22.0	81.4	46.2	46.2	46.2	81.4	94.6	22.0	22.0
Chénens	500.0	350.0	50.0	50.0	50.0	140.0	120.0	120.0	120.0	140.0	260.0	50.0	50.0
Cottens (<i>Biens-fonds</i>)	600.0	420.0	60.0	60.0	60.0	168.0	144.0	144.0	144.0	168.0	312.0	60.0	60.0
Ménières	200.0	140.0	20.0	20.0	20.0	56.0	48.0	48.0	48.0	56.0	104.0	20.0	20.0
Neyruz	700.0	490.0	70.0	70.0	70.0	196.0	168.0	168.0	168.0	196.0	364.0	70.0	70.0
Totaux	9550.4	7518.1	700.7	688.2	643.4	3370.7	2101.8	2066.7	2011.2	3370.7	4848.1	688.2	643.4
<i>A part pour les entreprises adjudgées, les valeurs du tableau sont des estimations qui seront affinées par les mises en soumissions. Pour les communes de montagne, signalées par ***, l'estimation est par ailleurs faite sous réserve d'un cahier des charges impliquant des méthodes simplifiées et qui doit encore être établi.</i>													

BOTSCHAFT Nr. 64 31. März 2008
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Gesetzes zur Anpassung
des Gesetzes über die amtliche Vermessung an die
Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Auf-
gabenteilung zwischen Bund und Kantonen

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Anpassung des Gesetzes über die amtliche Vermessung (AVG) an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA).

1. ALLGEMEINES

Die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA), die am 1. Januar 2008 in Kraft getreten ist, hat auch direkte Auswirkungen auf die amtliche Vermessung. Nach Einführung des NFA bleibt diese Domäne eine gemeinsame Aufgabe von Bund und Kantonen. Es ergeben sich jedoch beträchtliche Änderungen im Hinblick auf die Finanzbeiträge des Bundes, die in der ebenfalls am 1. Januar 2008 in Kraft getretenen Verordnung der Bundesversammlung vom 6. Oktober 2007 betreffend die Finanzierung der amtlichen Vermessung (FVAV) geregelt sind.

Die amtliche Vermessung ist auch Gegenstand neuer Gesetzesbestimmungen des Bundes, die insbesondere im Gesetz vom 5. Oktober 2007 über die Geoinformation (*GeoIG*) festgehalten sind. Diese von der NFA unabhängigen Bestimmungen werden ebenfalls gewisse Änderungen des Gesetzes vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung zur Folge haben und Gegenstand einer späteren Botschaft des Staatsrates sein.

Die amtliche Vermessung beinhaltet im Wesentlichen drei Teile:

1. Die *neue Parzellarvermessung* (auch Ersterhebung genannt) umfasst die Erstellung der Bestandteile der amtlichen Vermessung in Gebieten ohne definitiv anerkannte amtliche Vermessung (Art. 18 Abs. 1 der Verordnung vom 18. November 1992 über die amtliche Vermessung, VAV). Auf Kantonsebene wird sie speziell in Artikel 39 ff. AVG geregelt.
2. Die *Erneuerungen* umfasst die Erstellung der Bestandteile der amtlichen Vermessung neuer Ordnung durch Umarbeitung und Ergänzung einer definitiv anerkannten amtlichen Vermessung (Art. 18 Abs. 2 VAV). Auf Kantonsebene wird sie speziell in den Artikeln 102-104 AVG geregelt.
3. Die *Nachführung* ist die Anpassung der Bestandteile der amtlichen Vermessung an die veränderten rechtlichen und tatsächlichen Verhältnisse (Art. 18 Abs. 2 VAV). Auf Kantonsebene wird sie speziell in Artikel 76 ff. AVG geregelt.

Bund und Kantone finanzieren die amtliche Vermessung gemeinsam (Art. 38 Abs. 1 *GeoIG*). Der Bund leistet einen Beitrag an die neue Parzellarvermessung; die restlichen Kosten (Art. 38 Abs. 3 *GeoIG*) werden (unter Vorbehalt der Verwaltungskosten) zu je einem Drittel durch den Kanton, die Gemeinden und die betroffenen Eigentümer (Art. 72 Abs. 2 AVG) getragen. Vor Inkrafttreten der NFA betrug der Bundesbeitrag im Schnitt 75% der Kosten (er variierte zwischen 60 und 90% je nach betroffener Zone). Ab diesem Datum ist er auf 30% reduziert worden, wobei die Differenz von 45% bei der Berechnung

des Gesamtbeitrages für den Ressourcenausgleichsfonds eine Rolle spielt. Der Bund beteiligt sich ebenfalls an den Kosten der Erneuerungen. Auch dieser Beitrag wird mit dem Inkrafttreten des NFA gekürzt.

Die vorgeschlagene Änderung betrifft nur den Beitrag des Kantons an den Kosten der *neuen Parzellarvermessungen*. Im Wesentlichen geht es darum, für die Gemeinden und Eigentümer die *Arbeiten auf einer finanziellen Basis zu beenden, die mit der bisherigen vergleichbar ist*. Diesbezüglich sind folgende Punkte zu beachten:

1. Der Hauptzweck der neuen Parzellarvermessungen ist die Anlage des eidgenössischen Grundbuches über das gesamte Gebiet der Schweiz. Seit Inkrafttreten der VAV am 1. Januar 1993 dient sie auch als Grundlage für den Aufbau von Landinformationssystemen. Im Januar 1993 waren 40% des Kantonsgebiets einer solchen Prozedur unterzogen worden. Seitdem wurde das Vermessungsprogramm stark beschleunigt, um dem in der VAV vorgesehenen Datenbedarf nachzukommen, sei es durch die Numerisierung der bestehenden neuen Parzellarvermessungen, sei es durch das Vermessen dessen, was noch vermessen werden musste. 2002 hat der Staatsrat (SRB vom 5. März 2002) ein allgemeines Programm von 56 Millionen Franken beschlossen, wovon 39 Millionen Abgeltungen des Bundes, um die *Territorialabdeckung zu beenden* mit vorgesehenen Verpflichtungen bis Ende 2007 und Fertigstellung der Arbeiten 5 bis 6 Jahre später.
2. Auf dieser Grundlage und dank einer Revision des AVG hat unser Kanton alle Vorkehrungen getroffen, um das Vermessungsprogramm gemäss der alten Finanzordnung zu beenden. Dieses Ziel erreicht werden können, wenn der Bund im Mai 2006 als vorübergehende Massnahme im Rahmen der NFA nicht ein Moratorium auf den Verträgen für 2007 verfügt hätte. Beim jetzigen Stand der Dinge haben wir nur noch *14 Gemeinden*, die von den aus der NFA resultierenden neuen Bundesbeträgen betroffen sind. Diese Gemeinden sind im Anhang zu dieser Botschaft aufgeführt; darin aufgeführt ist ausserdem auch der Galmwald. Der Gesamtbetrag für die noch auszuführenden Arbeiten beläuft sich auf etwa 9,5 Millionen Franken.
3. Es ist unerlässlich, diese Arbeiten in den gesetzten Fristen zu beenden, namentlich um den Anforderungen der VAV und dem vom Staatsrat beschlossenen Programm zu entsprechen. Auf diese Weise wird der Aufbau der «Infrastruktur» der kantonalen Vermessung beendet und die zukünftigen Arbeiten werden nur noch ihren «Unterhalt» betreffen. Diese Fertigstellung setzt jedoch eine spezielle finanzielle Beteiligung des Kantons voraus, die dem Betrag entspricht, der ihm wegen der NFA (direkte Subvention) entgeht, und vor allem wegen des Moratoriums, durch das deren Fälligkeit vorgezogen wurde.

Eine besondere Beteiligung des Staates rechtfertigt sich auch in Hinsicht auf die *Gleichbehandlung* zwischen den Gemeinden, die in den Genuss der alten finanziellen Beteiligung des Bundes gekommen sind, und denjenigen, die durch die NFA benachteiligt werden. Eine solche Benachteiligung würde auch die Eigentümer treffen.

Die amtliche Vermessung ist eine gemeinsame Aufgabe von Bund (der die strategische Leitung innehat) und Kantonen (die für die Ausführung verantwortlich sind) und ist Gegenstand von *Programmvereinbarungen* (Art. 31

Abs. 2 GeoIG). Artikel 14 AVG muss diesbezüglich geändert werden.

Das Geoinformationsgesetz und dessen zahlreiche Ausführungsreglemente werden auch einen direkten Einfluss auf die kantonale Gesetzgebung über die amtliche Vermessung haben, die innert 3 Jahren nach Inkrafttreten des Gesetzes angepasst werden muss (Art. 46 Abs. 4 GeoIG). Diese Anpassung wird aufgrund einer späteren Botschaft des Staatsrats erfolgen.

2. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

Der Entwurf sieht einen speziellen finanziellen Beitrag des Staats vor, um den von der NFA verursachten Verlust von Bundesbeiträgen zu kompensieren. Wie die Tabelle im Anhang zeigt, erreicht diese Kompensation im Gesamten einen Betrag von 4,15 Millionen Franken (4,848 Millionen statt 0,7 Millionen). Davon kommen 2,75 Millionen direkt den Gemeinden, in denen noch keine neue Parzellarvermessung durchgeführt wurde, und den betroffenen Eigentümern zugute.

Die Höhe der entsprechenden Beträge muss im Hinblick auf den Wiederherstellungswert des freiburgischen Katasters relativiert werden (eine 1993 erstellte Schätzung der seit 1912 getätigten Gesamtinvestitionen beläuft sich auf etwa 180 Millionen). Es muss ebenfalls berücksichtigt werden, dass es sich hierbei in gewisser Weise um den «Schlussaldo» für die Arbeiten der Ersterhebung handelt, die vor fast einem Jahrhundert begonnen haben.

Die für die Finanzierung der vorgeschlagenen Kompensation notwendigen Beträge wurden in das Budget 2008 und in den Legislaturfinanzplan 2007–2011 integriert. Demzufolge ist kein Nachtragskredit im Sinne von Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates nötig, um die betreffenden Arbeiten zu finanzieren.

3. VERSCHIEDENE KONSEQUENZEN DES ENTWURFS

3.1 Personelle Konsequenzen

Der unterbreitete Gesetzentwurf hat bezüglich Personal keine Konsequenzen. Er erfordert weder zusätzliche Einstellungen noch Stellenstreichungen.

3.2 Konsequenzen für die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Der Entwurf verändert die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden nicht. Es soll gewährleistet werden, dass für die Gemeinden, in denen noch keine Ersterhebung stattgefunden hat, die gleichen Bedingungen gelten wie bisher.

3.3 Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität

Der unterbreitete Gesetzentwurf ist in Übereinstimmung mit der Kantonsverfassung und dem Bundesrecht. Er stellt punkto Eurokompatibilität keine Probleme dar.

3.4 Referendum

Der Gesetzesentwurf erfüllt die Bedingungen nach Artikel 45 Bst. b und 46 Bst. b der Kantonsverfassung nicht, um dem Finanzreferendum unterstellt zu werden. Er untersteht hingegen dem Gesetzesreferendum.

4. KOMMENTARE ZU DEN GEÄNDERTEN ARTIKELN

Art. 14: Umsetzungsplan (früher «Allgemeines Programm»)

Grundsätzlich ändert sich wenig, aber formal wurde der Wortlaut wegen der Einführung der Programmvereinbarungen (Art. 31 Abs. 2 GeoIG und Art. 6a des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 betreffend die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG)) geändert. Man spricht übrigens eher von Umsetzungsplan als von Programm. Diese Terminologie entspricht derjenigen der eidgenössischen Vermessungsdirektion.

Art. 108a: Noch auszuführende Ersterhebungen und Numerisierungen

Diese Übergangsbestimmung, die bis spätestens am 31. Dezember 2011 in Kraft bleiben soll, ermöglicht die Ausführung der Arbeiten zu den gleichen finanziellen Bedingungen wie für den Rest des Kantonsgebiets. Die betroffenen Gemeinden sind im Anhang zu dieser Botschaft aufgeführt. Die genauen Beträge werden aufgrund der Ausschreibungen berechnet werden können. Die Beitragssätze des Bundes beliefen sich bis Ende 2007 auf 60% für die Beitragszone I (überbaute Gebiete und Bauzonen), auf 75% für die Zone II (intensiv genutzte Landwirtschaft- und Forstwirtschaftszone) und auf 90% für die Berggebiete. Nach Abzug der Eigenkosten von Kanton und Gemeinde wie für die Bestimmung des öffentlichen Gebiets oder für die Erstellung der Adressen werden die verbleibenden Kosten in Anwendung von Artikel 72 zu gleichen Teilen auf die Eigentümer, die Gemeinde und den Kanton, der übrigens den Kostenvorschuss leistet, aufgeteilt.

Die Änderungen der Beitragssätze des Bundes lassen sich in nachfolgender Tabelle nachlesen:

Arbeitstyp	Beitragssatz des Bundes vor der NFA			Beitragssatz des Bundes seit Inkrafttreten der NFA		
	BZ I	BZ II	BZ III	BZ I	BZ II	BZ III
Beitragszone ->						
Ersterhebung	60	75	90	15	30	45
Provisorische Numerisierung	25	25	25	0	0	0
Erneuerung	30	35	55	15	20	35
Zweiterhebung	0	55	55	0	25	25
Periodische Nachführung	25	25	25	60	60	60

Die vorgeschlagene Änderung betrifft nur den kantonalen Beitrag für die zur Beendigung des 2002 beschlossenen Vermessungsprogramms notwendigen Arbeiten, also nur die erste Zeile der Tabelle. Damit werden die Auswirkungen des Moratoriums des Bundes ausgeglichen und alle Gemeinden sowie Eigentümer gleich behandelt.

Da ein Operat in der Regel Gebiete in mehreren Beitragszonen umfasst, entspricht der kantonale Beitrag demzufolge 1/3 der Restkosten (im Sinne von Art. 72 Abs. 2) plus 45% der vom Bund subventionierten Beträge.

Anhang: Abschliessende Liste der Parzellarvermessungen, deren Bundesbeiträge durch die NFA betroffen sind

5. SCHLUSSFOLGERUNG

Der Staatsrat lädt Sie demnach ein, dem Gesetzesentwurf zur Anpassung des Gesetzes über die amtliche Vermessung an die NFA zuzustimmen

Anhang

Abschliessende Liste der Parzellarvermessungen, deren Bundesbeiträge durch die Neugestaltung des Finanzausgleichs (NFA) betroffen sind.

Gemeinden	Schätzung Gesamtkosten tausend Franken	Kostenverteilung											
		vor NFA				nach NFA				nach NFA + Anpassung AVG			
		Bund	Kanton	Gden	Eigent.	Bund	Kanton	Gden	Eigent.	Bund	Kanton	Gden	Eigent.
Bereits 2006 geschlossene Verträge, Restkosten zu finanzieren													
Torny; La Folliaz; Wallenried	294.0	211.3	27.6	27.6	27.6	79.0	71.7	71.7	71.7	79.0	159.9	27.6	27.6
Landumlegungen in Arbeit													
Misery – Courtion (vergeben)	1092.2	736.2	125.8	125.8	104.4	281.6	278.8	278.9	252.9	281.6	580.3	125.8	104.4
Chapelle (Broye) (vergeben)	174.2	118.4	18.6	18.6	18.6	45.5	42.9	42.9	42.9	45.5	91.5	18.6	18.6
Villarvolard	570.0	456.0	38.0	38.0	38.0	199.5	123.5	123.5	123.5	199.5	294.5	38.0	38.0
Vorprojekte in Arbeit													
Châtel-sur-Montsalvens	400.0	320.0	26.7	26.7	26.7	140.0	86.7	86.7	86.7	140.0	206.7	26.7	26.7
Haut-Intyamon ***	1900.0	1617.6	94.2	94.2	94.1	762.6	379.2	379.2	379.1	762.6	949.2	94.2	94.1
Plaffeien ***	600.0	540.0	20.0	20.0	20.0	270.0	110.0	110.0	110.0	270.0	290.0	20.0	20.0
Umzusetzen													
Botterens (Villarbeney)	350.0	287.0	21.0	21.0	21.0	129.5	73.5	73.5	73.5	129.5	178.5	21.0	21.0
Charmey (Kontakte erstellt) ***	900.0	782.9	44.4	44.4	28.3	392.4	176.0	175.9	155.8	392.4	435.0	44.4	28.3
Jaun (Kontakte erstellt) ***	1000.0	857.2	50.1	50.1	42.7	414.2	198.5	198.5	188.9	414.2	493.1	50.1	42.7
Staatswald Galm (SCG)	50.0	37.5	12.5			15.0	35.0			15.0	35.0		
Gleichsetzung für die Bedürfnisse des GB (teilweise verwirklicht)													
Chapelle (Glâne)	220.0	154.0	22.0	22.0	22.0	81.4	46.2	46.2	46.2	81.4	94.6	22.0	22.0
Chénens	500.0	350.0	50.0	50.0	50.0	140.0	120.0	120.0	120.0	140.0	260.0	50.0	50.0
Cottens (Liegenschaften)	600.0	420.0	60.0	60.0	60.0	168.0	144.0	144.0	144.0	168.0	312.0	60.0	60.0
Ménières	200.0	140.0	20.0	20.0	20.0	56.0	48.0	48.0	48.0	56.0	104.0	20.0	20.0
Neyruz	700.0	490.0	70.0	70.0	70.0	196.0	168.0	168.0	168.0	196.0	364.0	70.0	70.0
Total	9550.4	7518.1	700.7	688.2	643.4	3370.7	2101.8	2066.7	2011.2	3370.7	4848.1	688.2	643.4
Ausser bei den vergebenen Operaten sind die Werte der Tabelle Schätzungen, die aufgrund der Ausschreibungen genauer bestimmt werden. Für die Berggemeinden, durch *** gekennzeichnet, wurde die Schätzung unter Vorbehalt eines Pflichtenhefts gemacht, das vereinfachte Methoden definiert. Dieses Pflichtenheft muss noch erstellt werden.													

Loi

du

adaptant la loi sur la mensuration officielle à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 31 et 38 de la loi fédérale du 5 octobre 2007 sur la géoinformation (LGéo);

Vu l'ordonnance de l'Assemblée fédérale du 6 octobre 2006 sur le financement de la mensuration officielle (OFMO);

Vu le message du Conseil d'Etat du 31 mars 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1 Modifications

La loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO) (RSF 214.6.1) est modifiée comme il suit:

Art. 14 titre médian et al. 1

Plan de mise en œuvre

¹ Le Conseil d'Etat adopte, à titre de ligne directrice, un plan de mise en œuvre pour l'exécution des travaux de la mensuration officielle du canton; ce plan détermine le volume total et le financement des travaux ainsi que le terme de l'exécution de ceux-ci. Il sert de fondement à la conclusion des conventions-programmes au sens de l'article 31 al. 2 de la loi fédérale du 5 octobre 2007 sur la géoinformation.

Gesetz

vom

zur Anpassung des Gesetzes über die amtliche Vermessung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 31 und 38 des Bundesgesetzes vom 5. Oktober 2007 über die Geoinformation (GeoIG);

gestützt auf die Verordnung der Bundesversammlung vom 6. Oktober 2006 betreffend die Finanzierung der amtlichen Vermessung (FVAV);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 31. März 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Änderung

Das Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG) (SGF 214.6.1) wird wie folgt geändert:

Art. 14, Artikelüberschrift und Abs. 1

Umsetzungsplan

¹ Der Staatsrat erlässt im Sinne einer Richtlinie einen Umsetzungsplan für die Durchführung der amtlichen Vermessung des Kantons. Dieser Plan legt den gesamten Umfang und die Finanzierung der Arbeiten sowie deren Ausführungsfristen fest. Er dient als Grundlage für die Programmvereinbarungen im Sinne von Artikel 31 Abs. 2 des Gesetzes vom 5. Oktober 2007 über die Geoinformation.

Art. 108a (nouveau) Achèvement de la nouvelle mensuration parcellaire

¹ Les travaux de nouvelle mensuration parcellaire non réalisés, dont la participation financière de la Confédération est affectée par la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, bénéficient d'une participation cantonale complémentaire égale à 45 % du montant total de l'entreprise.

² Ces travaux devront débiter avant le 31 décembre 2011.

Art. 2 Entrée en vigueur et referendum

¹ La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

² Elle est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 108a (neu) Fertigstellung der neuen Parzellarvermessung

¹ Die nicht verwirklichten neuen Parzellarvermessungen, deren Bundesbeiträge von der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) betroffen werden, kommen in den Genuss einer zusätzlichen kantonalen Beteiligung, die 45 % des Gesamtbetrages des Unternehmens entspricht.

² Diese Arbeiten müssen vor dem 31. Dezember 2011 beginnen.

Art. 2 Inkrafttreten und Referendum

¹ Dieses Gesetz wird rückwirkend auf den 1. Januar 2008 in Kraft gesetzt.

² Es untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.